

Arrêt

n° 137 202 du 26 janvier 2015
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 décembre 2014 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 27 novembre 2014.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 décembre 2014 convoquant les parties à l'audience du 15 janvier 2015.

Entendu, en son rapport, M. WILMOTTE, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me A. HAEGEMAN loco Me H. DOTREPPE, avocats, et C. DUMONT, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus de prise en considération d'une demande d'asile multiple, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire adjoint ») en application de l'article 57/6/2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »), qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne et d'ethnie soussou.

Vous êtes arrivée sur le territoire belge le 28 février 2011 et avez introduit une demande d'asile auprès de l'Office des étrangers le même jour. A l'appui de celle-ci, vous avez déclaré craindre un mariage forcé et une ré-excision exigée par votre mari.

Le 16 juillet 2012, le Commissariat général a pris une décision de refus du statut de réfugiée et de refus d'octroi de la protection subsidiaire dans votre dossier, en raison de nombreuses contradictions,

incohérences ainsi que du caractère vague de vos propos quant à ce mariage forcé et votre crainte de ré-excision.

Le 30 juillet 2012, vous avez introduit un recours contre cette décision négative auprès du Conseil du contentieux des étrangers. Le 28 juin 2013, par son arrêt n°106 036, celui-ci a confirmé la décision du Commissariat général, en considérant que les invraisemblances et les contradictions soulevées par le Commissariat général étaient telles qu'il avait légitimement pu conclure que les faits que vous invoquiez n'étaient aucunement établis. Vous n'avez pas introduit de recours en cassation contre cet arrêt.

Sans avoir quitté le territoire belge, vous avez introduit une seconde demande d'asile auprès de l'Office des étrangers le 18 novembre 2014, en invoquant les mêmes faits qu'en première demande, déclarant toujours craindre votre mari « forcé » et la ré-excision en cas de retour en Guinée. Vous évoquez aussi un nouveau fait : vous déclarez avoir peur dans votre pays de la maladie Ebola ; vous remettez un courrier de votre avocat, demandant que vous soit octroyée la protection subsidiaire, en exposant les raisons pour lesquelles vous ne pouvez rentrer en Guinée en raison de cette maladie, car vous encourez un risque réel d'être victime d'un traitement inhumain ou dégradant dans cette éventualité et faisant un état de la situation dans les pays touchés par la maladie.

B. Motivation

Après examen de toutes les pièces de votre dossier administratif, force est de constater que votre demande d'asile ne peut être prise en considération.

Conformément à l'article 57/6/2, alinéa 1er de la Loi sur les étrangers, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile.

En l'occurrence, force est de constater que votre demande d'asile s'appuie en partie sur les motifs que vous avez déjà exposés à l'occasion de votre demande d'asile antérieure (Voir Déclaration demande multiple, rubrique 18). Vous vous bornez à réexpliquer votre crainte en raison de votre mariage forcé et d'un risque de réexcision. En ce qui concerne les déclarations que vous avez faites et dont il y a lieu de constater qu'elles ont trait à des événements qui découlent intégralement des faits que vous avez exposés dans le cadre de votre demande précédente, il convient de rappeler que cette demande avait été rejetée par le Commissariat général (CGRA) en raison d'un manque fondamental de crédibilité et que cette appréciation avait été confirmée par le Conseil du Contentieux des Etrangers. Les déclarations que vous avez faites à l'occasion de votre présente demande se situent uniquement dans le prolongement de faits qui n'ont pas été considérés comme établis. Ces déclarations n'appellent donc pas de nouvelle appréciation de ces faits et ne sont pas de nature à remettre en cause le fait que votre récit ait précédemment été considéré comme non crédible. Compte tenu de ce qui précède, il apparaît donc que vous n'avez présenté aucun nouvel élément qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. Le CGRA ne dispose pas non plus de tels éléments.

Dans le cadre de votre demande d'asile, vous invoquez aussi courir un risque réel d'atteinte grave telle que visée à l'article 48/4, §2, b) de la loi du 15 décembre 1980, en raison d'un risque élevé d'infection par le virus Ebola, d'un manque de soins médicaux et d'un taux de mortalité élevé (voir Déclaration demande multiple, rubrique 15). Vous produisez un document fourni par votre avocat (voir farde "Documents, pièce n°1) dont vous ne connaissez pas le contenu, déclarant « ne pas savoir lire mais qu'il contient de bonnes choses pour vous » (voir Déclaration demande multiple, rubrique 15).

Sans que soit remise en cause la gravité de la situation dans certaines régions d'Afrique, la crainte que vous invoquez d'être contaminé par le virus Ebola est étrangère aux critères visés à l'article 1, A (2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. En effet, le risque d'infection que vous alléguiez ne peut être rattaché à aucun des motifs de la Convention, à savoir la race, la nationalité, les opinions politiques, la religion ou l'appartenance à un certain groupe social. En outre, vous n'établissez pas non plus que vous encourez, à titre personnel, un risque de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980. Le Commissaire Général rejoint les conclusions de l'avocat général de la Cour de Justice de l'union européenne dans l'affaire C-542/13

lorsqu'il estime que « pour qu'une personne puisse être considérée comme susceptible de bénéficier de la protection subsidiaire [...], encore faut-il démontrer que ce risque provient de facteurs qui sont directement ou indirectement imputables aux autorités publiques de ce pays soit que les menaces pesant sur l'intéressé sont le fait des autorités du pays dont il a la nationalité ou sont tolérées par ces autorités, soit que ces menaces sont le fait de groupes indépendants contre lesquels les autorités de son pays ne sont pas en mesure d'assurer une protection effective à leurs ressortissants. ».

Il faut donc démontrer que ce risque provient de facteurs qui sont directement ou indirectement imputables aux acteurs de persécution tels que définis à l'article 48/5 §1e de la loi du 15 décembre 1980 et que les acteurs de protection définis à l'article 48/5 §2 de cette même loi ne sont pas disposés et en mesure d'offrir une protection effective à cette personne, ce que vous ne démontrez pas en l'espèce.

A titre infiniment subsidiaire, le fait qu'une telle épidémie se produise dans votre pays d'origine n'est pas de nature à démontrer in concreto un risque de subir des traitements inhumains ou dégradants dans votre chef du fait de cette épidémie. Ce risque s'avère actuellement purement hypothétique en ce qui vous concerne.

Concernant l'interdiction de refoulement en cas de violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) que vous soulevez, le Commissaire général rappelle que le champ d'application de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 ne recouvre pas exactement celui de l'article 3 CEDH, et que le législateur européen a entendu exclure du champ d'application de la protection internationale les situations humanitaires. En outre, le Commissaire général s'est déjà prononcé sur les aspects de l'article 3 CEDH couverts par l'article 48/4 mais n'est pas compétent pour examiner le risque de violation de l'article 3 CEDH découlant d'une situation sans lien avec les critères déterminés par les articles 48/3 et 48/4 de la Loi sur les étrangers.

Compte tenu de ce qui précède, il apparaît donc que vous n'avez présenté aucun nouvel élément qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. Le CGRA ne dispose pas non plus de tels éléments.

Par ailleurs, l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international peuvent être considérés comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Or, il ressort des informations dont dispose le CGRA, jointes au dossier administratif (COI Focus "Guinée: Situation sécuritaire", octobre 2013 + addendum, juillet 2014), que la situation prévalant actuellement en Guinée ne peut être qualifiée de situation de « violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ». Force est dès lors de constater qu'il ne peut être fait application de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980 pour la Guinée.

En l'absence de nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, conformément à l'article 57/6/2, alinéa premier de la loi du 15 décembre 1980, le Commissaire général doit estimer d'une manière motivée qu'une décision de retour n'entraînera pas un refoulement direct ou indirect.

Le CGRA remarque à cet égard que, dans le cadre de sa compétence attribuée sur la base de la loi du 15 décembre 1980, il se prononce exclusivement sur la reconnaissance de la qualité de réfugié ou sur l'attribution du statut de protection subsidiaire. Lors de l'examen de la question de savoir si une mesure d'éloignement vers votre pays d'origine constitue une violation du principe de non-refoulement, la compétence du CGRA se limite dès lors à un examen des éléments en rapport avec les critères fixés dans les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. De l'ensemble des constatations qui précèdent, aucun nouvel élément n'apparaît, ni n'est déposé par vous, qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.

Compte tenu de tous les faits pertinents liés à votre pays d'origine, à toutes les déclarations que vous avez faites et aux pièces que vous avez produites, force est de conclure qu'il n'existe actuellement aucun élément qui indique qu'une décision de retour dans votre pays d'origine constitue une violation du principe de non-refoulement.

En ce qui concerne les éléments éventuels qui sont sans rapport avec les critères fixés par les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, il convient d'observer que le CGRA n'est pas compétent pour vérifier si ces éléments sont susceptibles d'établir qu'il existe de sérieux motifs de croire que, dans le pays où vous allez être renvoyé(e), vous encourez un risque réel d'être exposé(e) à des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants. Cette compétence appartient à l'Office des étrangers qui a pour mission d'examiner la compatibilité d'une possible mesure d'éloignement avec le principe de non-refoulement. Par conséquent, le CGRA n'est pas en mesure d'estimer si une décision de retour n'entraînera pas un refoulement direct ou indirect.

C. Conclusion

Sur la base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que votre demande d'asile ne peut être prise en considération au sens de l'article 57/6/2 de la Loi sur les étrangers.

J'attire votre attention sur le fait que cette décision est susceptible d'un recours suspensif conformément à ce qui est prévu à l'article 39/70, alinéa premier de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Ce recours doit être introduit dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision conformément à l'article 39/57, § 1er, alinéa 2, 3° de cette même loi. »

2. Les faits invoqués

Devant le Conseil, la partie requérante confirme fonder sa demande d'asile sur les faits et les motifs tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée.

3. Le rappel de la procédure

Dans la présente affaire, la requérante, qui se déclare de nationalité guinéenne et d'origine sous-sou, a introduit une première demande d'asile en Belgique le 28 février 2011, qui a fait l'objet d'une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise le 16 juillet 2012 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire général ») en raison de l'absence de crédibilité des faits qu'elle invoquait, d'une part ; elle soutenait avoir été victime d'un mariage forcé et craindre de subir une ré-excision imposée par son mari. Le Commissaire général estimait, d'autre part, qu'il n'existait pas en Guinée de situation de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. Par son arrêt n° 106 036 du 28 juin 2013, le Conseil a confirmé cette première décision. Contrairement à ce qu'indique la décision attaquée dans l'exposé des faits, la partie requérante a introduit contre cet arrêt un recours en cassation auprès du Conseil d'Etat qui, par son ordonnance n° 9844 du 9 août 2013, a déclaré que ce recours n'était pas admissible (dossier administratif n° 11/12375, pièce A).

La requérante n'a pas regagné son pays et a introduit une seconde demande d'asile le 18 novembre 2014. A l'appui de celle-ci, elle fait valoir, d'une part, les mêmes faits que ceux déjà invoqués lors de sa première demande, déclarant qu'elle craint toujours le mari qu'elle a été forcée d'épouser et la ré-excision à laquelle il veut la contraindre ; à cet égard, elle n'étaye pas sa seconde demande par le dépôt d'un quelconque document. D'autre part, elle invoque un nouveau fait, déclarant avoir peur de rentrer en Guinée en raison de l'épidémie propagée par le virus Ebola ; à cet effet, elle dépose une lettre de son avocat du 17 novembre 2014 dans laquelle celui-ci avance que la requérante « court un risque réel d'être victime d'un traitement inhumain ou dégradant en raison de la flambée de l'épidémie d'Ebola » et il « introduit [dès lors] une demande de protection subsidiaire » (dossier administratif 11/12375Z, pièce 11).

4. La décision attaquée

Le Commissaire adjoint estime que les nouveaux éléments présentés par la partie requérante, dans le cadre de sa seconde demande d'asile, n'augmentent pas de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi et que lui-même ne dispose pas davantage de tels éléments ; en conséquence, il ne prend pas en considération sa seconde demande d'asile.

5. La requête

5.1 S'agissant de la partie de la décision consacrée à l'aspect de la demande d'asile fondée sur le mariage forcé dont la requérante dit avoir été victime et la ré-excision que son mari veut lui faire subir, la partie requérante (requête, page 19) invoque la violation des articles 48/3, 57/6 et 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement, des règles régissant la foi due aux actes (articles 1319, 1320 et 1322 du Code Civil), des « articles » 195 à 199 du *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés* (HCR, Genève, 1979) ainsi que des principes généraux de bonne administration, du contradictoire et des droits de la défense. Elle soulève également l'erreur manifeste d'appréciation.

5.2 S'agissant de la partie de la décision qui se prononce sur le risque réel allégué par la requérante de subir des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants en cas de retour en Guinée en raison d'un risque élevé d'infection par le virus Ebola, la partie requérante (requête, page 3) invoque la violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après dénommée la « Convention européenne des droits de l'homme »), de l'article 4 de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts (ci-après dénommée la « directive 2004/83/CE »), de l'article 8, §2, de la directive 2005/85/CE du Conseil de l'Union européenne du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres (ci-après dénommée la « directive 2005/85/CE »), des articles 48/3, 48/4, 48/5, 57/6/2 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

5.3 En conclusion, elle demande, à titre principal, la reconnaissance de la qualité de réfugié ou l'octroi du statut de protection subsidiaire. A titre subsidiaire, elle sollicite l'annulation de l'acte attaqué.

6. Remarques préliminaires

6.1 Dans sa requête (pages 18 et 19), la partie requérante fait état de deux documents qu'elle dit avoir déposés au dossier administratif, à savoir une convocation à se présenter à la gendarmerie en Guinée le 29 septembre 2014 et un « courrier du frère du requérant ».

Le Conseil ne trouve nulle trace de ces pièces ni dans le dossier administratif ni dans celui de la procédure, pièces qui concernent dès lors manifestement une autre affaire.

6.2 La partie requérante n'expose nullement en quoi l'article 26 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides ainsi que son fonctionnement, les règles régissant la foi due aux actes (articles 1319, 1320 et 1322 du Code Civil) et les « articles » 195 à 199 du *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés* (HCR, Genève, 1979) ont été violés.

Ces moyens ne sont dès lors pas recevables.

7. L'examen de la demande d'asile fondée sur le mariage forcé dont la requérante dit avoir été victime et sur la ré-excision que son mari veut lui faire subir

7.1 Le Conseil relève d'emblée que, contrairement à ce que fait valoir la requête (page 19), la décision attaquée ne repose manifestement pas sur « la seule énumération de mentions différentes lors de deux auditions » et elle ne soutient pas qu'en tant qu'elle est fondée sur le mariage forcé et sur la ré-excision, « la demande d'asile [...] serait étrangère aux critères de la Convention de Genève ». Ces deux critiques manquent dès lors de toute pertinence.

7.2 L'article 57/6/2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 est libellé de la manière suivante :

« Après réception de la demande d'asile transmise par le Ministre ou son délégué sur [la] base de l'article 51/8, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si des nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la

protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile et il estime d'une manière motivée qu'une décision de retour n'entraînera pas un refoulement direct ou indirect. Dans le cas contraire, ou si l'étranger a fait auparavant l'objet d'une décision de refus prise en application des articles 52, §2, 3°, 4° et 5°, §3, 3° et §4, 3°, ou 57/10, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision de prise en considération de la demande d'asile ».

7.3 La question en débat consiste ainsi à examiner si des nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par la requérante, « *qui augmentent de manière significative la probabilité [...] [que] [...] [celle-ci] puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4* ».

7.4 Après avoir rappelé, s'agissant du mariage forcé et de la ré-excision, que la requérante fonde sa seconde demande d'asile sur les mêmes faits que ceux qu'elle a déjà invoqués à l'appui de sa première demande, laquelle a fait l'objet d'une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire en raison de l'absence de crédibilité de son récit, décision confirmée par le Conseil, le Commissaire adjoint constate, au vu des propos qu'elle a tenus à cet égard dans le cadre de sa seconde demande, que la requérante n'a présenté à l'appui de cet aspect de sa demande aucun nouvel élément qui augmente de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi et que lui-même n'en dispose pas davantage.

7.4.1 En ce qui concerne le mariage forcé, la partie requérante fait valoir, dans sa requête, que la « position [du Commissaire adjoint] sur cette problématique a changé au cours du temps et n'a, à ce jour, plus rien à voir avec la position antérieure ; [a]insi, de nombreux cas de mariages forcés en [G]uinée ont été reconnus et ont donné lieu à la reconnaissance de la qualité de réfugié » (requête, page 20). Elle reproduit en outre divers extraits d'un rapport du HCR et d'un article relatifs à la persistance des mariages forcés en Guinée ainsi que des articles qui relatent ou présentent les récits de deux femmes victimes d'un mariage forcé en Guinée, tous publiés sur *Internet* (requête, pages 20 à 23). Le Conseil considère que ni l'argument de la partie requérante ni les documents auxquels elle se réfère, qui ne concernent pas personnellement la requérante ou qui sont de nature générale, ne contiennent d'élément pertinent de nature à établir la réalité du mariage auquel elle prétend avoir été contrainte et, partant, à augmenter de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.

7.4.2 En ce qui concerne la ré-excision, la partie requérante fait valoir que les informations en possession du Commissaire adjoint confirment la possibilité qu'en Guinée une jeune fille puisse être ré-excisée à l'approche de son mariage (requête, page 24).

Le Conseil constate que cette observation ne permet pas d'établir la réalité de la ré-excision que la requérante prétend qu'elle devra subir suite à son mariage forcé dès lors que ce mariage même n'est pas crédible.

Le Conseil considère encore que sa jurisprudence, que cite la partie requérante, ne peut pas être transposée à la présente affaire et que, contrairement à ce que fait valoir la requête (page 24), il n'y a pas lieu de faire application de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, qui a remplacé l'ancien article 57/7bis de la même loi, selon lequel « *le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas* » ; cette question ne se pose nullement en l'espèce et manque de toute pertinence dès lors que le Conseil considère, au vu des développements qui précèdent, que la requérante n'établit pas la réalité des faits qu'elle présente comme étant à l'origine de la fuite de son pays, ni le bienfondé des craintes qu'elle allègue (cf. C.E. (11e ch.), 8 mars 2012, n° 218.381 ; C.E., 27 juillet 2012, ordonnance non admissible n° 8858).

En conséquence, le Conseil considère qu'aucun nouvel élément n'apparaît ou n'est présenté par la requérante, qui augmente de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

8. L'examen de la demande d'asile fondée sur le risque réel allégué par la requérante de subir des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants en cas de retour en Guinée en raison d'un risque élevé d'infection par le virus Ebola

8.1 L'article 57/6/2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 est libellé de la manière suivante :

« Après réception de la demande d'asile transmise par le Ministre ou son délégué sur [la] base de l'article 51/8, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si des nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile et il estime d'une manière motivée qu'une décision de retour n'entraînera pas un refoulement direct ou indirect. Dans le cas contraire, ou si l'étranger a fait auparavant l'objet d'une décision de refus prise en application des articles 52, §2, 3°, 4° et 5°, §3, 3° et §4, 3°, ou 57/10, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision de prise en considération de la demande d'asile ».

8.2 S'agissant du second aspect de la demande d'asile de la requérante, à savoir le risque réel de subir des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants en cas de retour en Guinée « en raison d'un risque élevé d'infection par le virus Ebola, d'un manque de soins médicaux et d'un taux de mortalité élevé » (voir la décision attaquée), le Commissaire adjoint estime que la crainte alléguée ne se rattache pas aux critères prévus par l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par son Protocole additionnel de New York du 31 janvier 1967 (ci-après dénommée la « Convention de Genève »), d'une part, et que la requérante n'encourt pas de risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, §2, de la loi du 15 décembre 1980, d'autre part. En conséquence, le Commissaire adjoint estime que la requérante n'a présenté à l'appui de cet aspect de sa demande aucun nouvel élément qui augmente de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi et que lui-même n'en dispose pas davantage.

8.3 La partie requérante (requête, page 3) ne met pas en cause l'argument de la décision attaquée selon lequel le motif de la persécution qu'allègue la requérante ne se rattache pas aux critères visés à l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève, à savoir la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un certain groupe social ou les opinions politiques. Or, le Conseil considère que cet argument est tout à fait pertinent en l'espèce et permet dès lors de fonder adéquatement la décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié.

8.4 Par contre, la partie requérante critique les motifs sur lesquels la partie défenderesse se fonde pour considérer que les nouveaux éléments déposés ne permettent pas d'établir l'existence dans son chef d'un risque réel de subir des atteintes graves en cas de retour dans son pays en raison de l'épidémie Ebola qui y sévit.

A cet égard, les débats entre les parties portent ainsi sur l'existence, pour la requérante, d'un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 en raison de l'épidémie propagée par le virus Ebola en Guinée.

Le Conseil rappelle les termes de l'article 48/4, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 :

« Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4 ».

Selon le paragraphe 2 de cet article, « Sont considérées comme atteintes graves :

a) la peine de mort ou l'exécution; ou

b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou

c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

8.4.1 Pour l'essentiel, la partie requérante souligne le caractère inquiétant de la propagation du virus Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Léone et fait valoir que la renvoyer dans son pays constituerait dans ces circonstances un traitement inhumain et dégradant prohibé par l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme « en raison du risque élevé d'infection par le virus Ebola, du manque de soins médicaux et [...] [du] taux de mortalité élevée ». Elle conteste ensuite la pertinence des motifs sur lesquels s'appuie la partie défenderesse pour considérer que le risque ainsi allégué ne ressortit pas au champ d'application de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Elle fait essentiellement valoir que priver la requérante du bénéfice de la protection subsidiaire conduirait à établir une discrimination injustifiée entre les demandeurs d'asile qui « ont à souffrir d'un dommage causé par la guerre et la violence » et « ceux qui ont à souffrir d'une épidémie mortelle », d'une part, et entre « les personnes qui ont subi des atteintes graves causées par des individus » et « les victimes d'un dommage similaire, plus grave encore, lorsque la cause du dommage n'est pas une personne », autrement dit « entre le groupe qui craint « quelqu'un », [une « personne physique » ou « un Etat »] et les personnes qui ont tout aussi peur d'un traitement inhumain mais dont le risque est causé par une épidémie mortelle », d'autre part. Elle estime qu'une telle discrimination est interdite par les articles 10, 11 et 191 de la Constitution ainsi que par l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, combiné avec ses articles 2 et 3. Elle invite par conséquent les instances d'asile à donner à la loi du 15 décembre 1980 une interprétation conforme à ces dispositions et cite à l'appui de son argumentation l'arrêt de la Cour constitutionnelle 42/2012 du 8 mars 2012. Elle affirme ensuite que le risque auquel elle serait exposée en cas de retour n'est pas hypothétique et qu'un renvoi dans son pays serait par conséquent contraire au principe de non refoulement consacré par l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, dont elle rappelle le caractère absolu, et par l'article 78 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE »). Pour étayer son argumentation elle se réfère à plusieurs articles publiés sur *Internet* et relatifs à l'épidémie Ebola, à la résolution 2177 (2014) de l'ONU du 18 septembre 2014 ainsi qu'aux « Conseils aux voyageurs » en Guinée, au Libéria et en Sierra Léone et émanant du Service public fédéral belge des Affaires étrangères dont elle reproduit des extraits de certains d'entre eux (requête, pages 8 à 13).

8.4.1.1 Dans l'acte attaqué, le Commissaire adjoint développe les motifs qui l'amènent à considérer que les informations déposées par la partie requérante au sujet de l'évolution alarmante de la propagation du virus Ebola en Guinée ne permettent pas de justifier l'octroi d'une protection internationale à la requérante. Il expose notamment que, la responsabilité des autorités ou d'un des autres acteurs visés à l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 n'étant pas établie, ce risque n'entre pas dans le champ d'application de l'article 48/4 de la même loi.

8.4.1.2 Le Conseil se rallie à ces motifs, estimant que les craintes sanitaires ainsi exprimées ne relèvent pas d'un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, a à c, de la loi du 15 décembre 1980.

8.4.1.3 Le Conseil rappelle à cet égard le libellé de l'article 48/5, § 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 :

« § 1^{er}. Une [...] atteinte grave au sens de l'article 48/4 peut émaner ou être causée par :

a) l'Etat ;

b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire ;

c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder la protection prévue au § 2 contre les persécutions ou les atteintes graves.

§ 2. La protection peut être accordée par :

a) l'Etat, ou

b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante de son territoire pour autant qu'ils soient disposés et en mesure d'offrir une protection, conformément à l'alinéa 2. »

8.4.1.4 La disposition précitée identifie de manière claire les auteurs des atteintes graves visées par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Il ressort également clairement du *littera c* du paragraphe 1^{er} de cette disposition que la question de la protection de l'Etat ne se pose que lorsque ces auteurs d'atteintes graves ne font pas partie des acteurs étatiques identifiés dans ses points a et b. En l'espèce, la partie requérante admet toutefois que l'atteinte grave qu'elle allègue n'est pas le fait d'individus et le Conseil n'aperçoit par conséquent pas en quoi un défaut de protection au sens de l'article 48/5 précité

pourrait être imputé à l'Etat guinéen (voir dans le même sens : C.E., 20 octobre 2014, ordonnance non admissible n° 10.864).

8.4.1.5 Le Conseil rappelle encore que les articles 48/4 et 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 visent à assurer la transposition dans l'ordre juridique interne des articles 15 et 6 de la directive 2004/83/CE. Or, il résulte également de l'économie générale de cette directive que les atteintes graves énumérées dans son article 15 sont celles qui sont intentionnellement infligées par les acteurs visés par son article 6 (voir dans le même sens CJUE, 18 décembre 2014, arrêt M'Bodj, C-542/13).

8.4.1.6 En réponse à l'argument du Commissaire adjoint relatif aux acteurs de persécution, la partie requérante fait essentiellement valoir que la priver du bénéfice de la protection subsidiaire conduirait à établir une discrimination interdite par plusieurs dispositions de l'ordre juridique interne et international entre les demandeurs d'asile qui ont subi des atteintes graves causées par des individus et ceux qui ont subi un dommage similaire, ou plus grave encore, dont la cause n'est pas une personne.

En l'espèce, cette argumentation n'est pas pertinente. Le principe de non-discrimination impose en effet de comparer le sort réservé à des personnes placées dans une situation identique ou à tout le moins similaire. Or, tel n'est pas le cas entre des personnes sollicitant une demande de protection internationale sur la base d'un risque réel de subir des atteintes graves, causées par des acteurs de persécution étatiques ou non-étatiques, et des personnes introduisant le même type de demande en raison d'une épidémie ou de tout autre facteur non causé par le fait de l'homme.

8.4.1.7 Le Conseil souligne par ailleurs que le fait de réserver ce régime de protection aux demandeurs ayant subi des atteintes graves causées par des personnes, ne procède nullement d'un ajout ou d'une lacune du législateur belge, mais tout simplement de la transposition fidèle de normes de droit communautaire, adoptées en application de l'article 78 du TFUE (voir les articles 6 de la directive 2004/83/CE et de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection) et en conformité avec les stipulations de la Convention de Genève.

8.4.1.8 Le Conseil constate enfin que les divers documents auxquels la partie requérante se réfère (supra, point 8.4.1, in fine) manquent de pertinence pour étayer son argumentation.

8.4.2 Par ailleurs, la partie requérante se réfère à différentes règles et divers principes, déterminant notamment l'étendue du « *contrôle de légalité* » du Conseil. Elle rappelle essentiellement le contenu des obligations que l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme impose aux instances d'asile. Elle fait, en particulier, valoir que ces instances doivent prendre en compte la situation dans le pays d'origine du demandeur d'asile afin de s'assurer que ce dernier n'y risquerait pas un sort interdit par cette disposition en cas de renvoi et affirme que la décision attaquée ne respecte pas cette exigence.

Concernant l'invocation de la violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en cas de retour du demandeur d'asile dans son pays d'origine, le Conseil estime que le simple fait de ne pas accorder la protection subsidiaire à ce demandeur ne saurait constituer en soi une violation de cette disposition (voir dans le même sens : C.E., 16 décembre 2014, n° 229.569). Par ailleurs, le refus d'une demande d'asile ne libère pas pour autant les autorités belges du respect des obligations internationales qui découlent notamment des articles 2 et 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, mais le moyen pris d'une violation de ces dispositions ne pourrait être examiné que s'il était dirigé contre une mesure d'éloignement, soit dans une hypothèse différente de celle soumise en l'espèce au Conseil.

8.4.3 Pour le surplus, la partie requérante invoque d'autres arguments auxquels le Conseil ne peut pas se rallier.

8.4.3.1 La partie requérante reproche au Commissaire adjoint de ne pas avoir examiné la crainte de la requérante sous l'angle de l'article 48/4, §2, a ou b, de la loi du 15 décembre 1980 et de s'être limité à « examiner la protection liée à l'article 48/4, §2, c, » de la même loi (requête, pages 3 et 4).

S'il est exact que le Commissaire adjoint considère que la requérante n'établit pas qu'elle encourt, à titre personnel, un risque de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, §2, de la loi du 15 décembre 1980, sans préciser formellement celui des points a, b ou c, de ce paragraphe qu'il vise, il résulte clairement de la motivation de la décision qu'il a examiné l'octroi de la protection subsidiaire sous l'angle

du point b, à savoir l'existence de traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, à l'exclusion du point c qui concerne l'hypothèse, manifestement étrangère à celle engendrée par l'épidémie Ebola, d'une situation de « violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

8.4.3.2 La partie requérante reproche ensuite au Commissaire adjoint de ne pas avoir versé au dossier administratif d'informations sur la situation des Peuhl en Guinée ni sur la situation générale prévalant actuellement dans ce pays, notamment sur l'épidémie propagée par le virus Ebola, violant ainsi l'article 8, §2, a et b, de la directive 2005/85/CE. Elle fait également grief à la partie défenderesse de ne pas avoir fait mention du paragraphe 2 de l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980, dont elle rappelle le contenu.

Le Conseil ne peut que constater la parfaite inutilité pour le Commissaire adjoint de verser au dossier administratif des informations sur la situation des Peuhl en Guinée en vue de l'examen de la demande d'asile de la requérante dès lors qu'il n'est pas contesté que celle-ci est d'origine ethnique soussou et non peuhl.

En outre, le Conseil n'aperçoit nullement l'intérêt pour la partie requérante de disposer d'informations mises à sa disposition par le Commissaire adjoint sur la situation générale prévalant actuellement en Guinée, notamment sur l'épidémie propagée par le virus Ebola, dès lors que, sans mettre en cause la gravité de cette situation, la décision estime qu'en tout état de cause une des conditions légales exigées pour l'octroi de la protection subsidiaire fait défaut.

Le Conseil constate enfin que, contrairement à ce qu'avance la partie requérante, la décision fait expressément mention de l'article 48/5, §2, de la loi du 15 décembre 1980.

En conclusion, le Conseil estime que la partie défenderesse n'a pas violé l'article 8, §2, a et b, de la directive 2005/85/CE.

8.4.3.3 La partie requérante fait encore valoir qu'elle n'a pas été informée conformément à l'article 10, §1^{er}, a, de la directive 2005/85/CE.

Le Conseil estime que ce moyen manque de toute pertinence. En effet, il ressort clairement de la « Déclaration demande multiple » qu'elle a remplie et des différents documents qu'elle a signés à l'Office des étrangers (dossier administratif 11/12375Z, pièces 8 et 9) que la requérante a bénéficié des garanties prévues par l'article 10, § 1^{er}, a, de la directive précitée.

8.4.3.4, La partie requérante fait enfin valoir que le dossier administratif ne contient pas les informations visées à l'article 4, §3, a, de la directive 2004/83/CE.

Elle se borne toutefois dans sa requête (page 6) à renvoyer à ce qui « a été exposé plus haut » sans préciser concrètement en quoi cette disposition, relative à l'évaluation des faits, n'aurait pas été respectée par le Commissaire adjoint dans son examen de la demande d'asile. Le Conseil estime dès lors que ce moyen n'est pas recevable.

8.5 Le Conseil considère dès lors que la partie requérante ne présente pas d'élément qui augmente de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, §2, de la loi du 15 décembre 1980 en raison d'un risque élevé d'infection par le virus Ebola en cas de retour en Guinée.

9. L'examen de la demande d'asile sous l'angle de l'article 48/4, §2, c, de la loi du 15 décembre 1980

La partie défenderesse estime, au vu des informations qu'elle a recueillies, que « la situation prévalant actuellement en Guinée ne peut être qualifiée de situation de « violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international » et qu'il ne peut dès lors « être fait application de l'article 48/4, §2, c, de la loi du 15 décembre 1980 pour la Guinée ».

La requête ne critique pas les arguments de la partie défenderesse sur ce point et ne produit aucun élément susceptible d'indiquer qu'un changement serait intervenu à cet égard en Guinée. En tout état de cause, en l'absence de toute information susceptible de contredire les constatations faites par le Commissaire adjoint concernant la situation prévalant actuellement en Guinée, il apparaît que ce dernier a légitimement pu conclure à l'absence de « violence aveugle en cas de conflit armé » dans ce pays.

10. Conclusion

Au vu des développements qui précèdent, le Conseil estime qu'aucun nouvel élément n'apparaît ou n'est présenté par la partie requérante qui augmente de manière significative la probabilité qu'elle

puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 et qu'il n'y a dès lors pas lieu de prendre en considération sa seconde demande d'asile.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'annuler la décision attaquée, ni de reconnaître la qualité de réfugié à la requérante ou de lui accorder la protection subsidiaire.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six janvier deux-mille-quinze par :

M. M. WILMOTTE, président de chambre,

M. J. MALENGREAU, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

J. MALENGREAU

M. WILMOTTE